

5 novembre 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Donald Tusk, Président du Conseil des ministres de la République de Pologne, notamment sur les relations franco-polonaises dans le cadre de l'Union européenne et sur la situation en Afghanistan, à Paris le 5 novembre 2009.

LE PRESIDENT - Messieurs, bonjour. Je voudrais dire à mon ami le Premier ministre polonais Donald TUSK combien je suis heureux de le retrouver une nouvelle fois à Paris. Nous nous connaissons depuis longtemps, nous avons eu l'occasion d'avoir une réunion de travail à Gdansk, il y a quelques années, alors même que tu étais candidat aux élections présidentielles. Et je dois dire que j'apprécie et j'admire la façon dont le Premier ministre polonais amène son pays vers l'Europe, dont il défend les intérêts de son pays, ce qui est son devoir, et dont il prend part aux grandes décisions européennes. C'est très facile de travailler avec le Premier ministre polonais et le gouvernement polonais. Je crois pouvoir dire qu'on s'entend bien, voire très bien, que nous avons fait un choix, tous les deux, qui est celui du partenariat entre la Pologne et la France. D'abord, je veux dire à nos amis polonais combien les orientations récentes sur la politique de défense sont absolument essentielles. La Pologne est un grand d'Europe. Il fait partie des 6 grands pays européens. Je le pense depuis longtemps, je le pensais déjà ministre de l'Intérieur lorsque - les journalistes français ici le savent bien -, je me battais pour que le G5 devienne G6 avec le ministre de l'Intérieur polonais. L'engagement de la Pologne au service d'une politique européenne de défense, d'une révision du concept stratégique de l'OTAN et d'un travail main dans la main - je parle sous le contrôle d'Hervé MORIN -, entre la France et la Pologne, c'est absolument capital. C'est un des premiers dossiers, nous n'en sommes qu'au début, mais vraiment c'est un tournant extraordinaire et j'en remercie le Premier ministre.

Deuxième élément très important, c'est le choix de la Pologne vers le nucléaire. C'est aussi quelque chose de structurel et la décision polonaise d'engager des discussions exclusives à haut niveau avec la France pour l'élaboration d'une filière nucléaire en Pologne, c'est quelque chose que nous prenons extrêmement au sérieux, parce que c'est à la fois l'indépendance de la Pologne, c'est la technologie française et c'est également - je parle sous le contrôle du ministre d'Etat, Jean-Louis BORLOO -, l'engagement vers Copenhague d'un monde qui produit moins de carbone. C'est là aussi un élément absolument décisif.

Troisième élément, la politique agricole commune. Il y a une déclaration ensemble, nous en avons parlé avec le Premier ministre - je parle sous le contrôle de Bruno LE MAIRE -, polonais et français, nous parlons d'une même voix : la politique agricole commune c'est une priorité européenne. Nous ne défendons pas l'immobilisme, mais nous défendons la sécurité alimentaire des Européens et l'indépendance alimentaire des Européens. Et cela va bien au-delà du sort des quelques millions d'agriculteurs polonais ou des quelques centaines de millions d'agriculteurs français, c'est vraiment un intérêt stratégique pour l'Europe.

Nous avons également bien harmonisé nos positions sur Copenhague, la Pologne veut que

Copenhague soit un succès. Nous avons une longue habitude de discussions sur Copenhague et nous avons toujours trouvé des solutions. Je comprends parfaitement la difficulté pour un pays comme la Pologne d'organiser en pleine crise le virage, mais j'apprécie le soutien du gouvernement polonais pour que Copenhague soit un succès et nous travaillons là aussi main dans la main, nous sommes très proches sur des sujets comme la taxe carbone aux frontières, sur un sujet comme la taxation des mouvements financiers. Ce sont vraiment des choses vers lesquelles nous allons ensemble.

Et enfin, je me félicite, parlant sous contrôle de Frédéric MITTERRAND, de l'année Chopin, c'est un patrimoine commun, j'espère que mes amis polonais ne m'en voudront pas de cette légère captation, mais enfin nous avons décidé de faire le bicentenaire ensemble et parler culture ensemble, de travailler ensemble.

Enfin, vraiment la Pologne et la France, nous sommes bien loin de l'époque où il y avait des noms d'oiseaux entre nos deux pays parce qu'il y avait une incompréhension sur les rapports avec les Américains, sur l'Europe. Je dois dire que depuis que je suis en charge de fonctions ministérielles ou présidentielle, j'ai toujours eu du plaisir à travailler avec les responsables polonais. Avec pragmatisme, nous avons toujours trouvé des solutions.

Voilà, c'est un ami que nous recevons en la personne de Donald TUSK, je souhaite la bienvenue à l'importante délégation polonaise et je vous assure que vraiment, le travail en commun se renforce chaque jour. L'alliance avec la Pologne, c'est très important pour l'Europe du XXI^e siècle.

M. DONALD TUSK - Merci, Monsieur le Président. C'est vraiment rare de voir une situation où de bonnes relations personnelles correspondent à de bonnes relations politiques, comme c'est le cas entre la France et la Pologne. Pour nous, c'est une chose extrêmement importante parce que dans plusieurs situations bien difficiles, de nouveaux pays membres ont connu des moments difficiles dans le passé, il était toujours très important pour nous qu'il y ait des hommes politiques en Europe comme notre hôte d'aujourd'hui, Nicolas SARKOZY, qui sont prêts à nous aider. Je garde en mémoire les actions que nous avons lancées ensemble pour la protection du climat. Je voudrais mettre en relief une nouvelle fois qu'aussi bien dans le passé que dans l'avenir, par exemple à Copenhague, face à ce grand défi qu'est la lutte contre le changement climatique, nous comptons énormément sur la politique sage et raisonnable de la France. Nous devons protéger le climat de manière globale, être efficaces dans cette action, de manière à ce que tous les pays membres de l'Union puissent y participer.

Par exemple, notre réunion à Gdansk, il y a un an à peu près, a vraiment été le moment qui nous a permis d'arriver à la situation où tous les pays membres de l'Union, pas seulement ceux qui sont le plus avancés du point de vue technologique, tous les pays membres pouvaient désormais s'engager dans ce grand projet qu'est la protection du climat.

Je suis très heureux qu'aujourd'hui, lorsque nous avons abordé cette discussion climatique, nous ayons parlé la même langue, ce qui n'est pas toujours le cas au niveau international. Entre la France et la Pologne, c'est les deux, c'est-à-dire que le plaisir et le business vont ensemble. Aujourd'hui nous sommes conscients que nous sommes au début d'un nouveau chemin, d'une nouvelle action en faveur d'une politique de sécurité. La déclaration que nous avons adoptée servira de soutien pour la politique de sécurité et de défense commune. En même temps, nous nous sommes mis d'accord pour qu'au niveau bilatéral la sécurité, la défense, les capacités de défense deviennent des sujets prioritaires dans notre relation bilatérale. Il est aussi très important - et nous avons abordé ce sujet avec M. le Président - que des pays comme la Pologne et la France qui sont en faveur d'une bonne coopération transatlantique, veulent en même temps assumer la responsabilité de la sécurité de notre continent. Il y a encore peu de temps, les gens avaient tendance à considérer que c'était soit l'un, soit l'autre, c'est-à-dire soit on veut participer activement au niveau de l'OTAN soit se prononcer pour une défense européenne forte.

Aujourd'hui j'ai une conviction et je sais que je partage cette conviction avec le Président français, c'est que nous sommes dans une autre approche et que l'on peut agir au niveau transatlantique et en même temps au niveau européen. C'est une grande satisfaction pour la Pologne de voir dans la France un partenaire dans cette initiative

dans la France en partenariat dans cette initiative.

Comme nous nous le sommes dit il y a plusieurs mois, lorsqu'on a démarré notre coopération sur le nucléaire, je suis très content de dire que nous sommes passés très vite de la théorie aux actes. La France devient maintenant notre partenaire principal dans ce domaine et je suis très content que désormais nous passions aux actes : il s'agit par exemple de la formation de techniciens polonais qui seront formés par des professionnels français pour travailler ensuite dans le domaine nucléaire.

Je suis aussi très content que la politique agricole, qui provoque tant d'émotion et de controverses au niveau européen, fasse l'objet d'accords entre la France et la Pologne qui sont vraiment très positifs. Nous allons défendre ensemble le sens, l'importance de cette politique agricole commune, c'est une grande mission pour toute l'Union, mais je pense que ce n'est pas par hasard si la France et la Pologne partagent les mêmes opinions sur ce sujet et sur plusieurs sujets plus spécifiques, nos opinions sont vraiment identiques.

Cette réunion d'aujourd'hui permet aussi de voir clairement les priorités que la Pologne se fixe pour sa future présidence de l'Union. La France, avec une énergie tout à fait spectaculaire qui est propre au Président français, est solidaire de la Pologne pour la sécurité et la défense de notre continent, cela veut dire que notre Présidence polonaise a toutes les chances d'être une réussite, donc je vous remercie pour cela aussi.

LE PRESIDENT - Merci Donald, peut-être deux questions de chaque côté.

QUESTION - Une question sur l'Europe. Le président tchèque a enfin signé le Traité de Lisbonne qui va entrer en vigueur, ce qui a eu l'effet de faire renoncer les conservateurs britanniques à l'idée d'un référendum sur ce thème au Royaume-Uni. En revanche, David CAMERON a annoncé hier que le Royaume-Uni chercherait à négocier certaines exceptions pour que le Royaume Uni ne soit pas sujet aux mêmes règles que les autres pays de l'Union. Quelle est votre réaction à cette proposition de M. CAMERON ?

LE PRESIDENT - J'y reconnais le pragmatisme anglo-saxon et anglais que nous apprécions et que nous connaissons et donc c'est extrêmement positif que M. CAMERON ait renoncé à son idée de référendum. Deuxièmement, négocier une clause d'opt-out, mais c'est déjà négocié, puisque comme vous le savez dans le Traité de Lisbonne, pour la Pologne d'ailleurs comme pour la Grande Bretagne, il y a un certain nombre de clauses qui ne s'appliqueront pas, je les connais un petit peu puisque cela a été l'objet de longues nuits de négociation et avec le Président polonais et son Premier ministre, ton prédécesseur, et avec les Anglais. Nous étions avec Bernard KOUCHNER à l'époque à Bruxelles. Et Madame MERKEL. Je crois que ce qui est très important, c'est que Lisbonne soit enfin ratifié et signé par tout le monde. Cela va permettre à l'Europe de tourner la page de ces années de débats institutionnels qui nous éloignaient beaucoup des Européens, parce que les gens ne voient pas ce que cela leur amène, le débat institutionnel, dans leur vie quotidienne. C'était beaucoup de perte de temps, beaucoup d'incompréhension et beaucoup de malentendus.

Vous savez que c'est une idée française que celle du traité simplifié, qui a été reprise avec beaucoup de maestria par la présidente MERKEL, présidente de l'Europe, au printemps 2007, lorsque nous avons adopté le premier compromis, le premier accord. Et maintenant, il nous reste à mettre des femmes et des hommes aux postes qui sont prévus par les institutions, ce sera le travail du mois de novembre. J'ai eu une longue conversation avec M. REINFELDT, le président tournant en exercice, hier, et je lui ai indiqué que je crois qu'il faut qu'on aille maintenant assez vite, puisque personne ne comprendrait que l'on perde du temps alors que les choses sont en place. Je crois que c'est la conviction également du Président REINFELDT qui est aujourd'hui en Inde, pour un sommet Inde-Union européenne.

Je suis certain que dans les jours qui viennent, dès la semaine prochaine, il y aura une rencontre pour mettre en place les institutions et que l'on passe au concret. Le concret, c'est la politique agricole commune, c'est la politique de défense commune, c'est la régulation financière internationale, c'est Copenhague, où l'Europe doit défendre ses idées, c'est la vie quotidienne des gens. J'en suis sûr, Madame, il se passera longtemps avant que l'on rouvre le débat institutionnel en Europe.

QUESTION - Une question pour vous deux concernant la politique européenne de la défense et votre déclaration, est-ce que cela va prendre une forme bien précise, concrète ? Je voudrais savoir quelles sont les choses concrètes prévues dans cette déclaration. Est-ce qu'il est prévu d'avoir une direction commune par exemple. Nos armées vont-elles vraiment se rendre capable d'agir sur d'autres continents, ou est-ce que ce sera seulement armées qui défilent sur le défilé ? La deuxième question concerne l'énergie. Vous avez parlé du nucléaire. La question s'adresse à M. TUSK : quand pouvons-nous attendre le début de la construction de la première centrale nucléaire en Pologne ? Avez-vous parlé de la technologie du charbon propre, parce que la Pologne, c'est surtout le charbon ?

M. DONALD TUSK - La politique commune en matière de défense, c'est une initiative politique européenne. De mon point de vue, ce qui est le plus important, c'est que nous avons fait cette déclaration, que nous allons travailler ensemble pour rendre cette initiative plus concrète au cours de notre présidence. Lorsque nous pensons à une coopération franco-polonaise et aussi européenne en faveur de la défense et de la sécurité, nous pensons aussi aux choses concrètes. Il s'agit ici d'échanges de savoir-faire, de connaissances et aussi de formations pour les officiers polonais, la coopération entre les services spéciaux, la capacité à coopérer davantage au niveau de l'armement, de la production pour l'armée.

Je voudrais mettre en relief une chose importante. La France, la Pologne et je pense toute l'Union européenne, ont décidé faire des efforts d'assumer la responsabilité d'agir de manière très concrète au niveau logistique et technologique pour mettre l'Europe vraiment en sécurité. Cette première déclaration ne va pas tout changer du jour au lendemain. Mais les premiers pas que nous faisons dans ce domaine plutôt sensible, délicat où il faut avoir une pensée stratégique, je pense que c'est quelque chose de très prometteur. Même chose pour l'énergie nucléaire, nous avons un plan qui prévoit la participation d'ingénieurs, de techniciens français et nous voulons avoir la première centrale vers 2020. Ensuite, nous voulons avoir une deuxième centrale vers 2025. Cela veut dire qu'il faut travailler ensemble pour rendre ces projets prioritaires, non seulement pour la Pologne, mais aussi pour notre partenaire potentiel. Il y a une longue file d'attente pour ce type d'investissements dans le monde, cela fait qu'il faut trouver le partenaire qui va traiter ce projet de manière prioritaire lui-aussi. Je pense qu'après notre débat d'aujourd'hui, cette coopération devient prioritaire pour la Pologne et pour la France.

QUESTION - A propos de l'Afghanistan, que vous inspire le départ d'une partie des personnels de l'ONU, ce matin. Est-ce que c'est la preuve d'une instabilité du pays croissante ?

LE PRESIDENT - Je veux dire que comme je n'ai pas vu dans le détail cette question dont vous me parlez, j'aurais peine à vous répondre précisément. Mais sur l'Afghanistan, c'est un autre chantier où nous nous sommes engagés, Polonais et Français, ensemble. Je pense que la décision qui a été prise de ne faire qu'un seul tour, c'est une décision qui va économiser bien des vies et que c'est une décision sage. Je pense que l'initiative allemande d'organiser une rencontre pour accélérer le processus d'afghanisation est plus que jamais nécessaire. Je pense que l'on n'a pas d'autre choix que de gagner, mais que franchement, malgré toutes les difficultés, on est quand même face à un pays qui a su organiser des élections avec toutes les imperfections que l'on peut comprendre, connaître, où il y a une participation qui est quand même non négligeable et il faut maintenant encourager les autorités afghanes à aller vers un processus de normalisation, de main tendue, de dialogue, de démocratisation et de développement économique.

Pour le reste, j'entends l'immensité des commentaires. Mais je n'ai pas bien compris quelle était la stratégie alternative à celle des pays alliés qui ont décidé d'aider le peuple afghan à se libérer, je n'ai pas bien compris quelle était l'alternative, avec en plus l'enjeu sur le Pakistan.

Franchement, il y a toujours deux manières de voir les choses, positive ou négative. Moi, je trouve que cela progresse au milieu de difficultés considérables, mais malgré tout cela avance, y compris sur l'organisation. On a maintenant une véritable armée afghane, cela n'est contesté par personne, d'ailleurs la meilleure preuve c'est que l'on veut lui donner davantage de rémunération et davantage de pouvoir, c'est donc bien qu'elle existe. Ce n'était pas le cas il y a encore quelques années. On a un Président qui est élu, il faut travailler avec lui et le pis serait de donner

l'impression que c'est nous, les Occidentaux, qui allons choisir à la place des Afghans. Il y a eu un processus électoral malgré tout. Il s'est déroulé. On me dit : « il y a des imperfections ». Il faut voir dans quelles conditions ! Avec les Talibans les plus extrémistes qui menaçaient de couper la main de tous ceux qui allaient voter, on s'attendait à quoi ? A 100% de participation ? Il faut que les deux candidats arrivés en tête, de toutes nos forces, on les aide à travailler ensemble, d'une manière ou d'une autre. Ce n'est pas à moi de dire dans quelle formation, mais c'est très important parce que l'Afghanistan a besoin de toutes ses forces démocratiques.

En tout cas, nous allons travailler avec le Président KARZAI, qui est le Président élu, on va encourager son rival malheureux à travailler pour le bien de l'Afghanistan et on reste engagé de façon déterminée pour les aider à réussir. Encore une fois, je veux dire, si on part, que se passe-t-il ? On livre ces malheureux, un pays de 25 millions d'habitants, à la barbarie talibanesque et on déstabilise le pays voisin, le Pakistan. Je me refuse à envisager cela. Ne serait-ce que pour rendre hommage au courage de nos soldats, polonais comme français, qui se trouvent là-bas et qui font un travail remarquable, il faut croire à la stratégie que l'on met en oeuvre, sinon ce serait une insulte au sacrifice magnifique de nos soldats dans des conditions extrêmement difficiles. Mais là aussi, cela progresse puisque les espaces de sécurité - ce qui d'ailleurs nous pose des problèmes - s'élargissent.

QUESTION - M. le Premier ministre, M. le Président SARKOZY a parlé de négociation exclusive en parlant de technologie nucléaire en Pologne. Est-ce cela veut dire que c'est la France, et uniquement la France, qui peut être le partenaire de la Pologne ? Les autres sont déjà exclus ? Est-ce que vous vous êtes mis d'accord sur ce point et est-ce que c'est une bonne manière de faire des négociations si on sait tout de suite qui sera le partenaire ?

QUESTION - Est-ce que votre interlocuteur polonais vous aurait fait une confidence sur son envie de se présenter ou ne pas se présenter à la Présidence en 2010 ?

LE PRESIDENT - Que moi j'ai envie de me présenter en Pologne ? Ou que lui ait envie de se présenter ?

M. DONALD TUSK - Nous avons dit de manière très claire que la coopération entre la Pologne et la France est vraiment le grand début du programme nucléaire en Pologne. Tous les deux, avec M. le Président SARKOZY, nous sommes bien conscients que toutes les décisions concernant l'investisseur, le partenaire sont loin devant nous. Il faut tout simplement que la Pologne puisse se lancer dans ce projet tellement ambitieux pour nous. Nous devons commencer dès aujourd'hui. Nous devons commencer à apprendre les choses urgentes, nous devons savoir comment apprécier, évaluer votre technologie et savoir quelle technologie est plus ou moins sûre, plus ou moins coûteuse.

Nous devons savoir comment articuler le projet nucléaire avec la stratégie énergétique qui sera celle de la Pologne pour les deux prochaines décennies. Ce pourquoi je ne cache pas que l'énergie nucléaire sera évaluée en tenant compte des intérêts de la Pologne de manière complexe. Bien évidemment la France apparaît comme un partenaire précieux, mais pour l'instant pas unique. La France a probablement des avantages très importants pour la Pologne, elle s'est déjà engagée, impliquée dans ce processus mais cela ne veut pas dire que les décisions sont prises.

Je voudrais bien que d'autres pays qui sont prêts à coopérer avec la Pologne au niveau du nucléaire soient aussi déterminés, aussi prêts à s'engager dans les travaux, que ces pays fassent tout simplement comme la France. C'est pourquoi nous croyons que cette coopération avec la France est très précieuse pour nous et je sais que nous pouvons compter sur la France et nous ne serons pas déçus, parce que la France est très importante sur des sujets comme la réduction des émissions ou par exemple le droit supplémentaire des échanges de droit d'émission. L'avenir de la Pologne en termes d'énergie se fait au niveau de l'Union européenne. C'est pourquoi nous apprécions tellement nos partenaires européens. Mais les décisions finales, définitives, sont devant nous.

La France a fait un grand pas en avant en ce qui concerne la coopération avec la Pologne.